



REPUBLIQUE FRANCAISE
Commune de IZERNORE

AUTORISATION DE CONSTRUIRE, D'AMENAGER OU DE MODIFIER UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC AU TITRE DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT

Le Maire,

VU la demande d'autorisation, de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public déposée en application de l'article L 111.8 du code de la Construction et de l'Habitation, enregistrée sous le n° AT00119223H0005 sollicitée par MAIRIE IZERNORE et valant pour AUTORISATION DE TRAVAUX BATIMENT PERISCOLAIRE-RESTAURATION SCOLAIRE.

VU le Code de la Construction et de l'Habitation,

Considérant l'avis FAVORABLE TACITE de la Sous-Commission Départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées reçu en date du 5 janvier 2024 (Copie jointe),

Considérant l'avis FAVORABLE de la Sous-Commission Départementale de Sécurité Incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public réunie le 12 décembre 2023 (copie jointe),

ACCORDE L'AUTORISATION
Assortie des prescriptions suivantes

- **Prescriptions Accessibilité :** Les prescriptions émises par la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité mentionnées dans son avis susvisé seront strictement respectées.
- **Prescriptions sécurité incendie :** Les prescriptions émises par la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique mentionnées dans son avis susvisé devront être strictement respectées (copie jointe).

ARTICLE 1 : Le demandeur peut contester la légalité de cette décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

ARTICLE 2 : Ampliation de la présente décision est transmise au service départemental d'incendie et de secours et à la direction départementale de l'équipement pour information.

A IZERNORE
Le 19 janvier 2024

Sylvie COMUZZI,
Le Maire au nom de l'Etat



NB: La présente décision ne vaut pas permis de construire. En conséquence, si l'autorisation de travaux est liée à une demande de permis de construire le pétitionnaire devra attendre la délivrance de ce dernier pour commencer les travaux.